

L'enjeu des agricultures paysannes, l'alimentation, la pauvreté au niveau mondial

La population agricole mondiale: trois milliards de personnes, soit la moitié de l'humanité
Pierre VUARIN

LE THEME CENTRAL DES AGRICULTURES PAYSANNES

A l'engagement du programme Agriculture Paysannes et Modernisation en 1989, le thème des agricultures paysannes était central. Nous argumentions que les changements technologiques importants, le développement des échanges des produits au niveau international, l'interdépendance en matière d'environnement au niveau mondial, créaient des conditions de bouleversement pour l'agriculture et les systèmes alimentaires. Parmi les voies proposées de développement de l'agriculture il y avait d'une part, le modèle d'agriculture capitaliste avec des chefs d'entreprises et des salariés agricoles. L'autre modèle était celui de l'agriculture collectiviste et socialiste développé dans les pays d'Europe Centrale et Orientale, en Russie, dans un certain nombre de pays d'Asie. Ce dernier modèle privilégiait l'appropriation collective de la terre par l'Etat ainsi que des moyens de production. Ce modèle promouvait des grandes exploitations avec des salariés, des gérants, des responsables. Le troisième modèle qui paraissait le plus intéressant était celui de l'agriculture paysanne, de l'agriculture familiale qui avait prouvé toute sa pertinence aussi bien en Europe, en Amérique latine, en Afrique et en Asie, en matière de développement de la production agricole, de sécurité alimentaire, de développement local et national.

Dans le dossier pour un débat « pour les agricultures paysannes » , Bertrand Delpeuch avait mis en avant l'intérêt de développer les agricultures paysannes mais à condition de créer les conditions d'une sécurité foncière (propriété de la terre ou location avec des baux à long terme). S'il y avait des prix correctes pour les producteurs et la possibilité pour les agriculteurs de se regrouper sous forme d'association diverses et variées, les conditions pouvaient être réunies pour développer la production mais aussi la protection des ressources naturelles. Durant les années quatre-vingt-dix, nous avons argumenté autour de l'intérêt de développer, d'adapter, de «moderniser » les agricultures paysannes. Cette notion et ce modèle de développement ont été largement repris dans certains pays en conversion économique et politique comme le Vietnam, la Chine. En Amérique latine ou dans les PECO ce type de modèle a été repris pour partie. Le débat y est encore ouvert. En Afrique, en particulier en Afrique de l'Ouest et Centrale, la réalité de l'agriculture paysanne et familiale est incontournable. Mais les politiques agricoles menées ne sont pas la hauteur des enjeux actuels.

1,3 MILLIARD D'ACTIFS AGRICOLES

Quelle est la réalité actuelle du point de vue de l'agriculture, au niveau mondial, et aussi de l'alimentation ?

Nous avons aujourd'hui un milliard trois cents millions d'actifs agricoles au niveau mondial ce qui représente à peu près une population agricole de 3 milliards de personnes, soit la moitié de la population de l'humanité. Ces 1,3 milliard d'actifs représentent la moitié des actifs de l'ensemble du monde. Parmi ces actifs a peu près une quarantaine de millions ont à leur disposition un tracteur. En effet vingt-huit millions de tracteurs ont été recensés par la FAO en 1999. Quatre cent vingt millions de paysans ont bénéficié de la révolution verte c'est-à-dire de l'amélioration des plantes, de la possibilité d'apports d'engrais, de traitement et utilisent la traction animale. Un autre tiers :

quatre cent vingt autres millions des paysans ont bénéficié de la révolution verte mais sans traction animale. Ils pratiquent une agriculture manuelle avec la bêche, la houe, le bâton fousseur, la machette. Un dernier grand tiers de quatre cent vingt millions de paysans n'a pas bénéficié de la révolution verte et pratique l'agriculture manuelle. Chaque tiers de 420 millions d'actifs représente à peu près un milliard de population agricole. Un milliard de personnes se trouvent dans les plus grandes difficultés (agriculture manuelle sans révolution verte) et un deuxième milliard est aussi en difficulté.

L'EXPLOSION DE LA DIFFERENCE DE PRODUCTIVITE DES AGRICULTURES

Un élément très important s'est déroulé au cours des cinquante dernières années. Entre les deux guerres, l'écart de productivité allait de un à dix entre les agricultures les plus productives et les moins productives, c'est-à-dire entre les agricultures qui avaient la traction animale et des systèmes de moissonneuse-batteuse, de charrue avec la traction animale et les paysans travaillant à la main mais n'ayant pas pu bénéficier de l'amélioration des plantes et de techniques de traitement. A la fin du XX siècle, cet écart est passé de un à deux mille du fait même de la mécanisation et de la possibilité, pour une personne, avec un tracteur, de pouvoir traiter, récolter à peu près jusqu'à deux cents hectares et à peu près cent quintaux de produit à l'hectare dans les meilleurs cas.

DES PRIX REELS DIVISES PAR DEUX, TROIS OU QUATRE EN 50 ANS.

Cette augmentation de la productivité a provoqué une chute des prix agricoles réels qui ont été divisés par deux, par trois ou par quatre dans les cinquante dernières années. Les produits agricoles des agricultures du Sud ont été concurrencés par les produits venant d'agricultures des pays développés et surtout d'exploitations plus modernisées. Ces produits ont été aussi concurrencés par des produits de substitution plus industriels par exemple le caoutchouc... Ce phénomène a été renforcé par les subventions accordées par les pays riches à leurs exportations et par le développement d'exploitations capitalistes mobilisant la technologie et utilisant une main d'oeuvre pas chère (1 à quelques dollars US par jour).

UNE MACHINE A CREER DE LA PAUVRETE

Cette situation a créé un processus d'exclusion de la production de centaines de millions de paysans qui est en train de se réaliser et qui va continuer. Il touche des régions et des pays entiers où il ne devient plus intéressant de produire des produits agricoles. Ceci a conduit à un blocage du développement, à un appauvrissement de ces paysans les conduisant à la création de situations de faim, de sous-alimentation, de malnutrition. On a en marche un processus renouvelé d'exclusion, car, à chaque fois, ce sont des nouvelles couches de paysans qui sont touchées par cet appauvrissement.

LES 3/4 DES PERSONNES TOUCHEES PAR LA FAIM ET LA MALNUTRITION SONT DES RURAUX

Un fait très important à prendre en compte c'est que parmi les huit cent quarante millions de personnes qui sont sous-alimentées, les trois quart sont des ruraux et donc des paysans, mais aussi des artisans, des commerçants vivant à proximité de ces agriculteurs. Concernant la situation alimentaire, il faut noter que deux milliards de personnes souffrent de graves carences en fer, en iode, c'est-à-dire en micro nutriments, en vitamines différentes et variées comme la vitamine A. Ces déficits en micro nutriments et en vitamines sont la cause de grands problèmes dont sont victimes une partie très importante de la population mondiale.

Le système de prix bas au niveau agricole est un élément qui pèse lourdement dans la capacité des paysans à renouveler leur exploitation mais surtout, au bout du compte, à nourrir sa famille et les

populations rurales qui sont associées.

LA DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

Ces prix bas limitent l'augmentation de la production dans un certain nombre de régions et aussi provoquent la dégradation de l'environnement car les paysans, quand ils n'ont plus les moyens de reproduire leurs exploitations, suivent une stratégie de simple survie à court terme pour eux-mêmes et peuvent donc provoquer des dégradations des ressources naturelles et de l'environnement. Nous sommes, à l'heure actuelle, au début du XXI siècle avec six milliards de personnes. Les pronostics des Nations Unies en 2001 prévoient neuf milliards en 2050. Ceci nécessiterait une multiplication par deux de la production agricole pour 2050 et en particulier une multiplication par trois dans les PVD et par cinq, par exemple, en Afrique.

DES PRIX BAS DEGRADENT LA SITUATION ALIMENTAIRE

Les politiques agricoles qui poussent les processus de révolution verte dans les régions les plus avantageuses du point de vue de la production avec aussi des politiques alimentaires qui visent à approvisionner les villes et les bourgades à des prix toujours plus bas apparaissent donc contreindiquées pour lutter contre la faim. Ces politiques appauvrissent les paysans, le milieu rural et créé l'exode de populations appauvries dans les villes. Ces politiques ne résolvent pas le problème de ces six cents millions de ruraux qui sont sous-alimentés et aussi de ce milliard et demi qui est en situation de malnutrition.

LE DEVELOPPEMENT DE GRANDES EXPLOITATIONS CAPITALISTES

Cette situation s'est malheureusement détériorée au cours de cette décennie avec la libéralisation accentuée des échanges agricoles, les nouveaux bonds de la technologie, la libéralisation des marchés financiers, le développement de l'agriculture capitaliste dans certains pays, dans certaines régions du monde. On voit apparaître des grandes exploitations avec une concentration de capital, avec une mobilisation de technologie en Amérique latine, en Argentine, Brésil, Equateur, etc.. On voit aussi apparaître ce phénomène dans certains pays d'Europe centrale et orientale, dans certaines régions de Pologne, de Hongrie, d'Ukraine, de Roumanie mais aussi en ex-URSS. On le voit aussi dans certains pays d'Asie comme les Philippines. Ces exploitations font travailler des salariés agricoles avec des salaires très limités, de l'ordre de un à quelques dollars par jour. Dans ces conditions, ces entreprises agricoles détruisent les exploitations paysannes et familiales dans de ces pays, comme on le voit en Argentine et au Brésil. Elles mettent aussi sur le marché international des produits à des coûts très bas. Elles concurrencent les agricultures familiales de nombreux pays dans le monde.

LES AGRICULTURES PAYSANNES SUBVENTIONNEES DES PAYS DU NORD

Les pays les plus développés peuvent se permettre de subventionner très fortement leur agriculture par des aides directes ou même encore par des soutiens de prix, comme en Europe. C'est leur seul moyen de résister à cette concurrence. Mais quand ces produits sont exportés, ils contribuent à la destruction des agricultures familiales dans les pays du Sud.

DES PROPOSITIONS REPRISES PAR LA SOCIETE CIVILE,DES EXPERTS.

Au cours de ces années quatre-vingt-dix, il y a eu toute une argumentation qui a été développée par les organisations paysannes par les ONG, par le réseau APM mondial, par un certain nombre d'experts, pour défendre des agricultures paysannes, des agricultures familiales et créer un cadre pour leur développement. Un certain nombre de propositions ont été avancées, créant un cadre

cohérent, en particulier à partir des années 1996, à l'occasion du Forum sur l'alimentation à Rome, mais aussi à l'occasion des manifestations de Seattle contre l'OMC en 1999, lors du Forum Mondial de Souveraineté Alimentaire à La Havane, lors du Forum mondial de l'alimentation en 2001 à Rome, à Yaoundé à l'occasion de la rencontre mondiale de paysans. On retrouve ces propositions, en particulier dans les cahiers de proposition (cahier paysan...). Ce qui est avancé, c'est la nécessité pour ces agricultures paysannes et familiales d'avoir un prix qui puisse permettre à ces paysans de vivre et de reproduire leurs exploitations. Ceci nécessite d'avoir des politiques agricoles au niveau national, au niveau des régions du monde qui protègent les agricultures locales avec des tarifs douaniers variables. Ceci nécessite aussi une régulation des marchés au niveau international : une organisation par produit au niveau international permettant d'établir des prix moyens de production sur le marché international, l'établissement de quotas d'exportation pour ces régions et pays sur le marché international. Ceci nécessite aussi, à l'intérieur des pays, si les prix produits agricoles sont plus élevés de permettre un appui aux populations des villes défavorisées, afin qu'elles puissent accéder à ces produits alimentaires. Cela demande des formes de soutien en tant que telles, sous forme monétaire, afin ne pas casser les marchés internes. D'autre part cela demande aussi des réformes agraires dans les pays où existe une grande inégalité dans les structures agraires. Il est aussi nécessaire que soit mis en place un contrôle des marchés fonciers pour éviter la concentration des terres. Afin d'éviter aussi le développement d'inégalités flagrantes entre les exploitations agricoles, il y a nécessité, dans ce type de proposition, d'imposer d'une part les terres les plus fertiles, les exploitations les plus grandes ainsi que le revenu des paysans qui ont les exploitations les plus importantes.

DES POLITIQUES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLES

Nous avons souligné ces dernières années la nécessité d'une approche en matière nutritionnelle et d'alimentation. En effet, la qualité nutritionnelle des produits alimentaires est essentielle pour lutter contre la malnutrition, le déficit en micro nutriments et en vitamines. Ce n'est pas simplement le manque de calories qui est en cause. Il est donc nécessaire d'intégrer des objectifs nutritionnels dans les politiques agricoles afin de soutenir, favoriser le développement de produits ayant une haute valeur nutritionnelle. Ceci demande aussi d'intégrer ces objectifs nutritionnels dans les politiques d'éducation, dans les politiques sociales, dans les politiques environnementales. Il y a donc nécessité d'intégrer ces différentes politiques au niveau local, au niveau régional, au niveau national afin d'améliorer la nutrition et l'alimentation des populations. Des exemples figurent dans le cahier de proposition sur « alimentation, nutrition, politique publiques ». Elles font apparaître tout l'intérêt d'une telle démarche.

Pour que cette situation bouge, il y a trois grandes conditions :

- D'une part une mobilisation de la société civile sur ces questions aussi bien du côté des organisations paysannes et indigènes mais aussi des ONG, des experts, des techniciens, pour être conscient de cette situation d'une part mais aussi pour développer un argumentaire et des propositions afin de résoudre ces problèmes cruciaux. Cet argumentaire s'est beaucoup développé dans la décennie quatre-vingt-dix.
- D'autre part, il y a un besoin au niveau national de politiques agricoles et alimentaires articulées avec l'ensemble des autres politiques qui puissent aller dans le sens des propositions énoncées. Ceci n'est pas évident, en raison des rapports de forces internes à ces pays. Ceci dépend aussi de responsables politiques qui gouvernent les pays. Cela dépend aussi des contraintes dans lesquelles se trouvent ces nations au niveau international. En effet, différents engagements (programmes d'ajustement structurel, engagements auprès de l'OMC, engagements auprès du Fonds Monétaire International) ont souvent poussé les responsables à s'engager dans des politiques de retrait des Etats, de libéralisation des marchés agricoles, de diminution des barrières douanières fragilisant ces agricultures et l'apport d'alimentation aux populations.
- Le troisième élément clef, ce sont les changements au niveau international, du point de vue de la gouvernance au niveau international. Cela passerait par une inflexion possible des positions des

pays dans le cadre de la FAO qui n'est qu'un service pour favoriser la lutte contre la faim et la malnutrition. Il y a, à l'heure actuelle, une inflexion des services de la FAO afin de favoriser un dialogue, l'intervention de la société civile, des organisations paysannes, indigènes, sociales, de pêcheurs et aussi des ONG dans la réflexion, dans les propositions, dans les actions pour résoudre les problèmes de la faim. C'est une attitude nouvelle depuis quelques mois. Il y aurait aussi la nécessité de changements au niveau de l'OMC afin de permettre que les pays puissent toujours avoir une politique agricole, une politique de protection de leurs agricultures paysannes, familiales. Il y a nécessité de préserver les exceptions qui peuvent encore exister à l'OMC, pour les pays de développement afin qu'ils puissent se désengager de certains de leurs engagements.

UNE STRATEGIE A L'OMC

Une stratégie a été élaborée dans le cadre de Global Citizen Initiative, en relation avec certaines organisations paysannes, certains leaders d'organisations paysannes du réseau APM, sur le fait d'argumenter que l'engagement des Etats vis-à-vis de leurs populations dans la concrétisation de droits fondamentaux sur l'alimentation et sur les droits de l'homme est un engagement essentiel. Il pourrait être argumenté que le fait que l'OMC n'a pas en charge les questions de droits de l'homme, de l'alimentation, elle n'est pas compétente pour juger certains conflits où certains désengagements des accords de l'OMC, qui argumentent dans ce sens.

Comme on le voit les questions de l'avenir des agricultures paysannes est fondamental. C'est un enjeu très important au niveau mondial, du point de vue de la résolution des problèmes alimentaires d'une part et d'autre part aussi par rapport à la réduction de la pauvreté.

ALIMENTATION ET SANTE AU CENTRE

Il y a nécessité de mettre la question de l'alimentation au centre des préoccupations des pays mais aussi au niveau international favorisant une intégration des politiques agricole, sociale, d'environnement, d'éducation, de santé. Enfin il y a une nécessité d'articuler des politiques cohérentes entre le niveau local, le niveau national, le niveau des régions du monde. Ce dernier niveau constitue un niveau essentiel.

DES AGRICULTURES ET POPULATIONS ORPHELINES

Les changements au niveau de la conception des choses, du développement joueront un rôle essentiel afin de prendre en compte la réalité de trois milliards de personnes vivant dans le milieu agricole, dans des exploitations paysannes et familiales. Alors que l'on peut voir un développement économique sans précédent dans certains pays (Asie), une grande partie des agricultures paysannes et des populations qui y sont liées apparaissent comme « orphelines », délaissées.

ELEMENTS DE CONCLUSION

Un diagnostic commun est partagé par une grande partie de la société civile mondiale mobilisée. Des organisations paysannes, indigènes sont mobilisées, des ong, des experts aussi. Mais les forces qui poussent le modèle néo libéral, productiviste sont extrêmement fortes au niveau mondial. Des propositions existent, des acteurs sociaux, des forces et réseaux intellectuels et humains se sont constitués. Des pays ou régions du monde peuvent créer des opportunités.

S'attaquer aux grands enjeux de la pauvreté, de l'alimentation, de la santé, de l'intégration de pays et régions du monde, de gouvernance aux différents niveaux, nécessitent de traiter de ces questions d'agriculture, de pêche avec l'ensemble des acteurs des sociétés.

Pierre VUARIN



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>